

## Au Journal officiel du 30 septembre au 6 octobre 2017

### Au Journal officiel du 30 septembre au 6 octobre 2017

09/10/2017

#### Au Journal officiel du 30 septembre au 6 octobre 2017

*La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes (et décisions du Conseil d'État) les plus importants parus au Journal officiel.*

##### Au JO du 30 septembre 2017 :

- Décret n° 2017-1416 du 28 septembre 2017 relatif à la signature électronique - *Abrogation du décret n° 2001-272 du 30 mars 2001 ;*
- Décret n° 2017-1419 du 28 septembre 2017 relatif aux garanties accordées aux agents publics exerçant une activité syndicale ;
- Arrêté du 25 septembre 2017 *modifiant l'arrêté du 30 mars 2017* fixant la liste des actions d'accompagnement à la création d'entreprise délivrées par un réseau d'aide à la création d'entreprise ainsi que les justificatifs permettant de bénéficier de la dispense du stage de préparation à l'installation.

##### Au JO du 1<sup>er</sup> octobre 2017 :

- Arrêté du 26 septembre 2017 portant création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel relatif aux étrangers sollicitant la délivrance d'un visa, dénommé France-Visas – *Voir également la délibération de la CNIL n° 2017-151 du 18 mai 2017.*

##### Au JO du 4 octobre 2017 :

- Décret n° 2017-1421 du 2 octobre 2017 relatif à la taxe sur la construction, la reconstruction ou l'agrandissement de locaux à usage de bureaux, de locaux commerciaux et de locaux de stockage en région d'Île-de-France – *Modification du Code de l'urbanisme ;*
- Décret n° 2017-1422 du 2 octobre 2017 relatif à la mise à jour du Code de l'urbanisme concernant les obligations des bénéficiaires de la part départementale de la taxe d'aménagement – *Modification du Code de l'urbanisme.*

##### Au JO du 5 octobre 2017 :

- Ordonnance n° 2017-1426 du 4 octobre 2017 relative à l'identification électronique et aux services de confiance pour les transactions électroniques – *Modification du Code des postes et des communications électroniques, du Code de la consommation et de l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005 ;*
- Ordonnance n° 2017-1432 du 4 octobre 2017 portant modernisation du cadre juridique de la gestion d'actifs et du financement par la dette - *Ce texte entre en vigueur le 3 janvier 2018 mais contient une date d'entrée en vigueur particulière au 1<sup>er</sup> janvier 2019 (cf. art. 5, II) –*

---

*Modification du Code monétaire et financier ;*

- Ordonnance n° 2017-1433 du 4 octobre 2017 relative à la dématérialisation des relations contractuelles dans le secteur financier – *Ce texte entre en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2018 (cf. art. 29) – Modification du Code des assurances, du Code de la consommation, du Code monétaire et financier, du Code de la mutualité et du Code de la sécurité sociale ;*
- Décret n° 2017-1431 du 3 octobre 2017 relatif à l'articulation des procédures d'autorisation d'urbanisme avec la procédure d'autorisation préalable aux travaux conduisant à la création de plusieurs locaux à usage d'habitation dans un immeuble existant. – *Modification du Code de l'urbanisme ;*
- Décret n° 2017-1434 du 29 septembre 2017 relatif aux obligations d'information des opérateurs de plateformes numériques – *Ce texte entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018 (cf. art. 2) - Modification du Code de la consommation ;*
- Décret n° 2017-1435 du 29 septembre 2017 relatif à la fixation d'un seuil de connexions à partir duquel les opérateurs de plateformes en ligne élaborent et diffusent des bonnes pratiques pour renforcer la loyauté, la clarté et la transparence des informations transmises aux consommateurs - *Ce texte entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2019 (cf. art. 2) - Modification du Code de la consommation ;*
- Décret n° 2017-1436 du 29 septembre 2017 relatif aux obligations d'information relatives aux avis en ligne de consommateurs - *Ce texte entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018 (cf. art. 2) – Modification du Code de la consommation ;*
- Décret n° 2017-1442 du 3 octobre 2017 relatif à la prévention des risques liés à l'amiante à bord des navires - *Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières (cf. art. 12) - Modification du Code du travail et abrogation du décret n° 98-332 du 29 avril 1998 ;*
- Arrêté du 21 septembre 2017 portant autorisation d'un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « Gestion électronique des courriers internationaux » (GECI). – *Voir également la délibération de la CNIL n° 2017-236 du 7 septembre 2017.*
- Arrêté du 29 septembre 2017 pris en application du 4° de l'article 2 du décret n° 2017-248 du 27 février 2017 relatif aux modalités de fixation du tarif des actes prescrits dans le domaine de la médecine légale, de la psychologie légale, de la toxicologie, de la biologie et de la radiologie et relevant des frais de justice – *Modification du Code de procédure pénale – Ce texte fixe la date d'entrée en vigueur de certaines modifications du décret n° 2017-248 du 27 février 2017 au 6 octobre 2017 (cf. art. 2).*

**Au JO du 6 octobre 2017 :**

- Arrêté du 24 août 2017 *modifiant dans une série d'arrêtés ministériels les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement - Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières (cf. art. 24) ;*

- Arrêté du 2 octobre 2017 définissant les modalités de déclaration des cas d'intoxication humaines aux organismes chargés de la toxicovigilance.

### **La Rédaction législation**

© LexisNexis SA